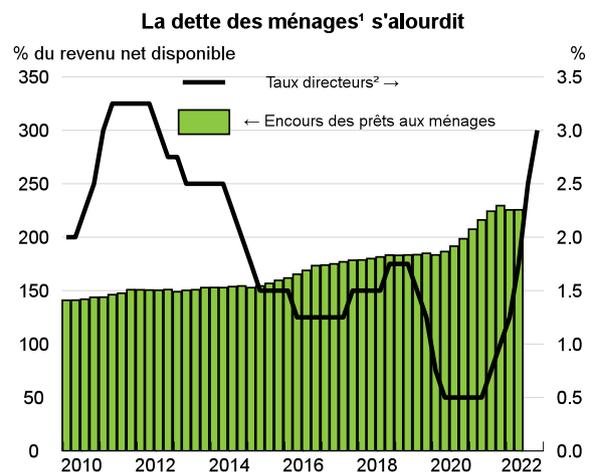
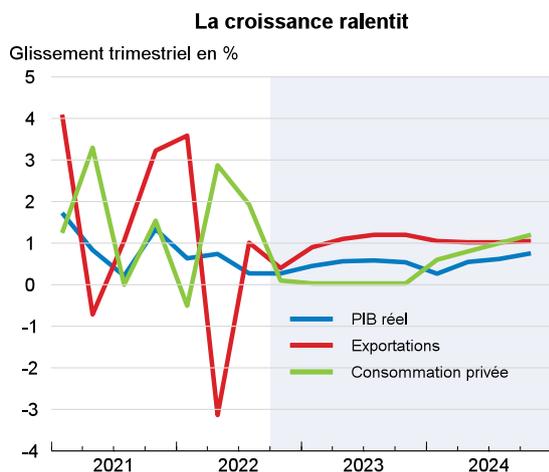


# Corée

La croissance du PIB devrait atteindre 2.7 % en 2022, avant de ralentir pour s'établir à un peu moins de 2 % en 2023 et 2024. En réaction à la faible croissance du revenu disponible et à la morosité du marché du logement, la consommation privée et l'investissement devraient perdre en dynamisme. La baisse des ventes de semi-conducteurs pèsera sur les exportations à court terme. Le chômage, actuellement faible, devrait augmenter et l'inflation restera élevée pendant un certain temps.

Le resserrement de la politique monétaire devrait se poursuivre afin de réancrer les anticipations d'inflation. Il convient de continuer à assainir progressivement les finances publiques en convertissant les aides budgétaires généralisées en mesures ciblant les personnes vulnérables, exposées à l'augmentation du coût de la vie, et renforçant les incitations aux économies d'énergie. À cet égard, il est absolument prioritaire de réduire les disparités de la protection sociale et de réformer les retraites pour garantir des revenus de retraite suffisants dans un cadre budgétaire viable. Les réformes structurelles devraient faciliter un réallocation du travail et du capital vers les secteurs en expansion et renforcer la concurrence en vue de combler les écarts de productivité entre les grandes et les petites entreprises.

## Corée



1. La dette des ménages a été calculée à l'aide des statistiques de la Banque de Corée sur les flux de financements.

2. Taux directeur de la Banque de Corée pour le dernier mois de chaque trimestre, sauf pour le quatrième trimestre de 2022 où il correspond au taux directeur du mois d'octobre.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112 ; et Banque de Corée.

StatLink  <https://stat.link/ou8ylq>

## Corée : Demande, production et prix

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Prix courants trillions de KRW	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
<b>Corée</b>						
<b>PIB aux prix du marché</b>	1 924.5	-0.7	4.1	2.7	1.8	1.9
Consommation privée	935.9	-4.8	3.7	4.7	1.8	2.2
Consommation publique	328.7	5.1	5.6	3.4	0.5	0.8
Formation brute de capital fixe	579.0	3.5	2.8	-1.3	1.1	2.2
Demande intérieure finale	1 843.6	-0.4	3.8	2.5	1.3	1.9
Variation des stocks <sup>1</sup>	27.1	-0.8	-0.1	0.2	0.2	0.0
Demande intérieure totale	1 870.7	-1.2	3.6	2.7	1.6	1.9
Exportations de biens et services	755.9	-1.7	10.8	4.5	2.3	4.5
Importations de biens et services	702.1	-3.1	10.1	4.6	2.5	4.4
Exportations nettes <sup>1</sup>	53.8	0.5	0.7	0.1	0.0	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.6	2.5	2.1	2.3	1.9
Indice des prix à la consommation	—	0.5	2.5	5.2	3.9	2.3
IPC sous-jacent <sup>2</sup>	—	0.4	1.4	3.6	3.5	2.0
Taux de chômage (% de la population active)	—	3.9	3.6	2.8	3.3	3.2
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	14.7	5.9	0.4	1.0	1.4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-2.7	-0.8	0.2	0.7	0.9
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	50.0	50.5	50.3	49.3	48.9
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	4.5	4.9	1.6	1.2	1.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors produits alimentaires et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112.

StatLink  <https://stat.link/be79wk>

## L'économie est confrontée à des vents contraires

La croissance s'est essoufflée. La croissance du PIB réel annualisé a reculé jusqu'à 1.1 % au troisième trimestre de 2022, principalement en raison de la progression modérée des exportations. La croissance de la consommation privée, qui avait été vigoureuse, a ralenti sur fond d'inflation élevée. Les exportations en douane ont diminué pour s'établir à 6 % (en glissement annuel, en USD) en octobre 2022 en raison de l'essoufflement de la demande mondiale de semi-conducteurs et d'obstacles résultant de la politique zéro-COVID-19 de la Chine. L'inflation globale mesurée par la hausse des prix à la consommation s'est modérée, s'élevant à 5.7 % en octobre 2022 après avoir culminé à 6.3 % en juillet. Les anticipations d'inflation ont atteint un point haut, mais restent bien au-dessus de l'objectif d'inflation. L'inflation sous-jacente s'est élevée à 4.1 % en octobre, dans un contexte de hausse continue des prix des services. L'emploi a retrouvé ses niveaux d'avant la crise. Le chômage a commencé à croître, mais reste historiquement bas.

Si les conséquences directes de la guerre d'agression livrée par la Russie contre l'Ukraine ont été relativement modestes en raison de la faiblesse des liens commerciaux et financiers directs avec ces pays, les prix mondiaux de l'énergie ont tiré l'inflation vers le haut. Les prix de l'électricité et du gaz ont respectivement augmenté de 5 % et 16 % en octobre et leur trajectoire ascendante devrait se poursuivre. La dépréciation de la monnaie a fait grimper les prix des importations.

## Les politiques macroéconomiques se resserrent

La Banque de Corée a relevé à huit reprises son taux directeur, le portant de 0.5 % à 3.0 % depuis août 2021, afin de tenter de contenir les anticipations d'inflation. De nouveaux relèvements des taux sont attendus à court terme et les projections de l'OCDE tablent sur de nouvelles hausses jusqu'au premier trimestre 2023. En attendant, les décideurs devraient surveiller l'endettement croissant des ménages et des petites entreprises. Pour alléger la charge que fait peser l'envolée des prix de l'énergie, le gouvernement a prolongé la réduction temporaire des taxes sur les combustibles jusqu'à la fin de 2022 et prévoit d'élargir le dispositif du chèque énergie octroyé aux ménages vulnérables. La politique budgétaire devrait être durcie à partir de 2023, conformément au programme d'assainissement des finances publiques adopté par le gouvernement. La proposition de budget pour 2023 se fonde sur une diminution du déficit budgétaire géré (hors sécurité sociale), le ramenant de 5.1 % du PIB en 2022 à 2.6 % du PIB, essentiellement à la faveur de la réduction des aides liés à la pandémie. La règle budgétaire récemment proposée limite le déficit budgétaire géré à 3 % du PIB. L'orientation de la politique budgétaire devrait être globalement neutre en 2024.

## La croissance devrait fléchir

La croissance du PIB réel est en voie d'atteindre 2.7 % en 2022 et devrait ralentir pour s'établir à un peu moins de 2 % en 2023 et 2024. L'inflation et la hausse des taux d'intérêt vont freiner la consommation privée. L'atonie de la demande mondiale devrait peser sur les exportations. L'inflation restera élevée courant 2023 en raison des tensions sur les prix des services et des services aux collectivités, avant de se modérer peu à peu à mesure que les prix se stabiliseront. La poids croissant du service de la dette aggrave le risque d'accélération de la correction des prix des logements et pourrait entraîner des défaillances d'entreprises, suscitant des risques à la baisse pour la consommation et l'investissement. La montée du protectionnisme, telle qu'en attestent les tensions croissantes entre les États-Unis et la Chine, la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine et les nouvelles tensions géopolitiques potentielles pourraient provoquer une réorganisation des chaînes d'approvisionnement coréennes. L'apaisement des tensions géopolitiques, l'assouplissement de la politique zéro-COVID-19 de la Chine ou une expansion plus rapide que prévu des services impliquant une grande proximité physique pourraient améliorer les perspectives économiques.

## Des défis structurels appellent les autorités à agir

L'assainissement budgétaire doit se poursuivre et la règle budgétaire proposée devrait être adoptée par l'Assemblée nationale pour réduire les tensions inflationnistes et se préparer au vieillissement rapide de la population. Il convient de continuer à assainir progressivement les finances publiques en convertissant les aides budgétaires généralisées en mesures ciblant les personnes vulnérables, exposées à l'augmentation du coût de la vie, et renforçant les incitations aux économies d'énergie. L'intensification de la formation des personnes ayant perdu leur emploi et des politiques d'activation qui leur sont destinées ainsi que le renforcement du filet de protection sociale faciliteraient le redéploiement de la main-d'œuvre. Rendre la réglementation des marchés de produits moins restrictive contribuerait à réduire les écarts de productivité entre les grandes et les petites entreprises et la dualité du marché du travail. La réforme des retraites engagée par le gouvernement est une bonne chose et devrait contribuer à garantir des revenus de retraite suffisants et la viabilité budgétaire. Outre les nouvelles actions de promotion de l'énergie nucléaire, des mesures devraient être prises pour aligner le système coréen d'échange de quotas d'émission (K-ETS) sur les objectifs climatiques. L'amélioration du cadre institutionnel de l'approvisionnement en électricité permettrait de répercuter le coût marginal du carbone, ce qui renforcerait l'efficacité du K-ETS en matière de production d'électricité.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/f6da2159-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2022), « Corée », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/71e64d21-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.